

Mais la question revient à savoir si nous ne sommes pas en voie de brûler les étapes, de nous boucher l'avenir par une politique sociale imprévoyante, systématiquement en flèche, laissant loin derrière elle les réalisations de pays qui — telle la Belgique — se targuent de progrès social.

En ces temps violents et tourmentés, il faut bien que beaucoup de choses changent, avant que soit rendu au monde l'équilibre qu'il a perdu.

La loi des équilibres sociaux, professée par Maurice Hauriou, reprise et propagée par les juristes chevronnés des différentes écoles, passée à l'état d'axiome, ne joue pas seulement à l'intérieur du pays.

Elle déborde les frontières pour s'insérer et trouver son point de cristallisation dans de vastes accords internationaux qui désormais gouverneront l'Europe.

De grandes tâches nous attendent.

Sachons-nous défaire de nos petites habitudes, aussi longtemps qu'il en est temps !

Sachons-nous hausser au niveau des solutions qu'il n'est au pouvoir d'aucun Etat d'esquiver, s'il n'entend pas s'exclure des bienfaits d'une grande œuvre collective, appelée à mettre le point final au désarroi d'une Europe déchirée, aux trois quarts ruinée, en quête de lendemains plus amènes !

Ou je me trompe, ou la grande voix de Paul Eyschen, si elle pouvait se faire entendre, ratifierait les jugements que je viens de formuler : jugements qui n'ont rien d'original, rien d'inédit, qui ne voudraient être que l'écho raisonné et raisonnable des opinions qui affleurent dans tous les milieux.

Dangereuse aux grandes nations, l'autarcie (que d'aucuns qualifient d'esprit Maginot) deviendrait mortelle aux petits pays.

Il n'est pas de pays au monde qui, plus que le Luxembourg, — importateur, exportateur, tributaire de l'étranger sous tant de rapports — doive se refuser à vivre en vase clos, à vouloir faire à sa tête ; qui, davantage, se voie contraint d'aligner ses conditions de vie sur la moyenne des pays dont il affronte la concurrence.

Parlant comme le je fais, toute idée de dénigrement m'est étrangère.

Le respect qui est dû aux personnes, et dont je ne me départirai pas, ne s'oppose évidemment pas à la critique loyale de leur comportement, et par là même du fonctionnement boiteux de nos institutions de base.

Je demeure attaché au régime démocratique-parlementaire et serais heureux d'en pouvoir signaler l'excellence des résultats.

Le recrutement et la formation du personnel parlementaire ne sont pas à prendre à la légère.